

POURQUOI CE LIVRE ?

En tant que *béké*, c'est-à-dire descendant des anciens colons européens de la Martinique, j'ai naturellement une vision de nos régions créoles (Antilles, Guyane et Réunion) qui s'écarte des stéréotypes chers à notre classe politique, ainsi que de l'idée sommaire et plus ou moins convenue que l'on peut s'en faire en métropole. Mais cette vision est également influencée par une tradition propre à ma famille paternelle, marquée par une longue lignée de juristes. De là nous vient à la fois une conception des rapports humains plus ouverte et une prédisposition à l'analyse sociologique plus forte qu'on ne le rencontre habituellement chez les békés de type classique (essentiellement planteurs et responsables d'entreprise). Cette tradition trouve sa référence principale dans les thèses qu'avaient défendues mon arrière-grand-père, Gaston Souquet-Basiège, avocat à Saint-Pierre, dans son ouvrage *LE PRÉJUGÉ DE RACE AUX ANTILLES FRANÇAISES*, écrit vers la fin du dernier siècle.

Mû par ce double atavisme, ainsi que par des inclinations plus personnelles, je ne pouvais pas rester sans réagir - à ma façon - devant l'équivoque que je voyais sans cesse entretenir sur les causes profondes des problèmes spécifiques à ces régions. Cette équivoque me semblait être en effet la raison principale de l'aveuglement qui empêchait de percevoir les moyens appropriés pour les résoudre.

J'avais donc entrepris, à partir des dernières années de la décennie cruciale 1980, d'étudier en profondeur les

différents facteurs humains et politiques qui conditionnent notre destin collectif. Mes recherches à cet égard avaient notamment porté sur les systèmes politiques des pays, tels les États-Unis et tout particulièrement l'Allemagne fédérale, sans oublier certains pays du tiers monde au développement spectaculaire, dont la réussite économique et le progrès social pouvaient m'inciter à y chercher des exemples instructifs. À cette occasion, j'avais pu aussi me pénétrer de la pensée de politologues renommés comme Jean-François Revel, Michel Crozier, Alain Peyrefitte ou Alain Minc. Mais je dois dire que mon véritable maître à penser s'est trouvé être sans conteste le grand Alexis de Tocqueville, prophète par excellence de la démocratie moderne, auquel, de nos jours, on ne cesse de tous côtés de faire référence.

Parallèlement, je m'étais efforcé de communiquer épisodiquement au public les réflexions que m'inspiraient le résultat de mes travaux, notamment par le canal d'une chronique politico-sociologique tenue durant quelques années dans l'hebdomadaire guadeloupéen Sept-Magazine.

Mais ces travaux n'ayant pour moi véritablement de sens que s'ils aboutissaient à une action corrective effective, j'avais cherché simultanément à promouvoir la responsabilisation politique de la société locale. C'est ainsi que, sous mon impulsion, avait été créé le mouvement Démocratie Directe, malheureusement mis rapidement en sommeil peu après sa création, le cyclone Hugo de 1989 ayant ramené les esprits à des préoccupations beaucoup plus immédiates. Cependant, après les élections municipales de 1995, j'avais été amené à en relancer l'idée, avec un petit groupe d'amis, sous l'appellation nouvelle d'Union Civique.

C'est de cette dernière démarche, dont l'objet est encore à l'état de projet, qu'est née ma décision de rédiger le présent ouvrage, puis de lui donner la forme d'un

essai publié sous mon propre nom. Mon intention était en effet, à l'origine, d'en faire un manifeste du mouvement projeté, que j'avais alors proposé de dénommer *MANIFESTE DE L'UNION CIVIQUE*. Mais il était ensuite rapidement apparu que, celui-ci exprimant surtout mes idées personnelles, dont le fond était bien connu des lecteurs de mon ancienne chronique, il serait sans doute peu opportun d'en faire un document censé représenter le point de vue commun des adhérents potentiels. Un certain nombre d'entre eux, en effet, pourraient bien ne pas donner d'emblée leur accord à la totalité de ces idées.

Tel qu'il est, cet essai représente la continuation, mais aussi une amplification de la tâche à laquelle je me suis attelé au cours de ces dernières années. Sur le plan de la pensée, il constitue un exposé beaucoup plus complet des concepts auxquels je suis parvenu et vise, par le biais de l'édition, à les diffuser beaucoup plus largement. Sur le plan de l'action, il inclut la proposition d'une stratégie beaucoup plus élaborée pour susciter la responsabilisation collective locale nécessaire au redressement de la situation.

Il me semble en outre répondre plus que jamais à une certaine attente du public. À la suite, en effet, du désenchantement qu'on observe dans la société civile à l'égard de la classe politique, commence à se faire jour la nécessité, pour celle-là, de trouver en elle-même la solution des problèmes collectifs. C'est ce qu'atteste, en tout cas, l'emploi de plus en plus fréquent des termes *civique* et *civisme*, dans les propos de responsables de tous bords.

Cette évolution se manifeste aussi bien dans la société locale, où d'ailleurs le marasme ne fait que croître, qu'en métropole. Mais, ici comme là, la nature profonde des carences qu'il y a lieu de combler et les modalités de la mobilisation civique qui serait nécessaire semblent encore très floues dans l'esprit des citoyens. Le désarroi que vient encore de révéler tout récemment chez

les Français le retournement déconcertant de la situation politique en France, en est d'ailleurs la démonstration éclatante.

Ce désarroi est une manifestation aiguë de ce que d'aucuns appellent le *mal français*, dont le *malaise créole* n'est qu'une conséquence logique et que le climat surréaliste dans lequel on est passé de l'ancienne situation à la nouvelle illustre de façon éloquente. Il n'a en effet fallu que deux ans à peine pour que l'électorat, après avoir élu un président RPR, confirmant par là sa décision antérieure d'envoyer une écrasante majorité de droite à l'Assemblée, trouve moyen de substituer à celle-ci une ample (sinon confortable) majorité de gauche. Or, la constitution de cette précédente majorité de droite, qui avait donné lieu à la seconde cohabitation, avait elle-même consacré le profond discrédit dans lequel étaient tombés le président en place et sa politique socialiste. Lequel président socialiste avait néanmoins été réélu, là aussi, deux ans seulement après avoir été désavoué par le résultat des secondes élections législatives de son septennat. Dans un tel imbroglio, une chatte ne retrouverait pas ses petits !

Ce comportement électoral des Français, aussi chaotique qu'incohérent, indique clairement la déconnexion totale qui existe entre la volonté collective des simples citoyens et les visées électoralistes d'une classe politique sur l'activité de laquelle ces derniers ne semblent avoir aucune prise. Il montre également combien ceux-ci sont insatisfaits de la manière dont leurs intérêts sont pris en compte ou gérés, mais sans pour autant parvenir à savoir à quel saint se vouer pour y remédier.

En définitive, il traduit une situation grave, dont les principaux concernés ne semblent pourtant pas avoir vraiment conscience : l'inadéquation du système politique en place. En effet, bien que ce système n'ait cessé de faire l'objet de critiques aussi nombreuses que perti-

nentes et que la classe politique française ne cesse de parler de le réformer, nulle remise en cause significative de ses fondements n'a été jusqu'ici proposée, réclamée ou même simplement envisagée.

Rien ne caractérise mieux le mal français que cette relation morbide entre l'anomalie des comportements politiques et l'immutabilité des institutions !

En tout cas, les circonstances où s'est déroulé le récent changement de majorité me semblent justifier d'autant mieux la thèse développée dans *LE MALAISE CRÉOLE* que la rédaction de l'ouvrage ne leur doit absolument rien. Commencée en effet vers la fin de 1995, celle-ci a été pratiquement achevée dans le courant de 1996 et n'a fait l'objet que de retouches mineures en 1997. Le contrat d'édition était déjà en cours de conclusion, lorsque Jacques Chirac a jugé bon de dissoudre par anticipation l'Assemblée Nationale.

À ce propos, l'ouvrage proposant entre autres à la société locale de promouvoir elle-même les valeurs créoles, il était particulièrement significatif qu'il soit édité par des moyens locaux. C'est pourquoi j'ai accueilli favorablement l'idée que cette édition soit assurée par la maison guyanaise Ibis Rouge, sous l'égide des Presses Universitaires Créoles.

Dans le cadre de ce patronage, Messieurs Jean Bernabé et Raphaël Confiant, coauteurs de *L'ÉLOGE DE LA CRÉOLITÉ* se sont offerts à en rédiger la préface. Bien que leurs options politiques personnelles divergent fondamentalement des miennes, cette démarche m'a paru intéressante dans la mesure où elle démontre la possibilité pour *LE MALAISE CRÉOLE*, sinon de faire l'unanimité des points de vue, du moins de servir de base à un débat très ouvert, ce qui en est précisément le premier objectif !